

## Bulletin d'histoire politique

### Petite note de lecture sur une thèse plus ou moins récente

Jean-Marie Fecteau



Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063183ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063183ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

#### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

#### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

#### Citer cette note

Fecteau, J.-M. (1993). Petite note de lecture sur une thèse plus ou moins récente. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 56–57. <https://doi.org/10.7202/1063183ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**PETITE NOTE DE LECTURE SUR UNE  
THÈSE PLUS OU MOINS RÉCENTE**

*par Jean-Marie Fecteau  
Professeur  
Département d'histoire  
UQAM*

**SOUTHAM, Peter, Modernisation, question nationale et influences exogènes. Le discours élitair sur les politiques sociales au Québec, 1930-1960, Thèse Ph.D., Histoire, Université Laval, 1987.**

Le propre des thèses est trop souvent, on le sait, de passer inaperçues sauf pour les "spécialistes" du domaine ou de la période (et encore...). Raison de plus pour souligner aux lecteurs de ce bulletin l'intérêt particulier que peut revêtir la lecture de ces oeuvres venues du front du savoir historique.

Soyons clair: la thèse de Peter Southam est écrite dans une langue laborieuse, lourde. Elle s'encombre d'un appareil théorique néo-systémique qui, à mon sens, n'apporte strictement rien à la démonstration et permet, dans la plus pure tradition du systémisme, de donner un semblant de cohérence structurelle et de légitimation scientifique à un ensemble de propositions générales relevant dans le meilleur des cas du sens commun, et dans le pire de l'évidence creuse. Finalement, le travail de Southam écarte avec une superbe indifférence la question des sentiments, réactions, revendications et pressions populaires et ouvrières pour ne s'en tenir qu'à la perspective exclusive du point de vue des "élites" (un mot lui-même laissé dans un flou artistique dans tout le texte...).

Et pourtant, malgré tous ces péchés plus ou moins originels, il faut considérer ce travail comme un des plus brillants et des plus novateurs de ces vingt-cinq dernières années sur le 20<sup>e</sup> siècle québécois.

Brillant et novateur, parce qu'il ne prend rien pour acquis, surtout pas les fausses évidences produites par l'historiographie sur les conditions de "modernisation" du Québec contemporain. Parce qu'il révèle l'étrange complicité entre les fans de la Révolution tranquille et les zélés de la "race québécoise menacée par les temps modernes" que les premiers ont tant combattus. Enfin parce qu'il suggère que l'évolution du

Québec depuis le début du siècle n'a rien à voir avec la "révélation" de la modernité, et tout avec les choix complexes qui se posent à une société vivante et diversifiée devant l'évolution du monde. En somme, le travail de Southam problématise au sens le plus profond du terme, c'est-à-dire révèle la dimension profondément politique que la question de l'avenir à construire pose dès les années 1920 au Québec.

Sa thèse (car c'en est une: Ô joie de lire une thèse qui soit une *thèse*, et non la vérification studieuse et zélée des hypothèses des autres...)? Que les rapports entre question nationale et modernisation du Québec ne relèvent pas d'une lutte simpliste entre modernistes et anti-modernistes, mais qu'ils s'expriment à travers un débat virulent sur le contenu contradictoire de la modernisation et sur les effets que ce contenu peut avoir sur la définition même que l'on donne de la nation. Le travail de Southam témoigne de la conscience aiguë qu'a l'auteur des ambiguïtés de la notion de "modernisation", une fois dégagée de la gangue "progressiste" dans laquelle une certaine historiographie l'a enfermée. La modernisation a pu aussi servir de cheval de bataille à la mentalité comprador de certaines couches élitaires. D'où le besoin de ces couches de caricaturer la complexité des débats qui eurent cours entre 1920 et 1960 sur l'avenir du Québec et des rapports de classes en son sein. On retrouve ici l'oeuvre des trudeauistes de la première comme de la dernière heure, que rejoignent dans une trouble complicité les suppôts du développement de l'État providence québécois (mon ami Jocelyn Létourneau parlerait ici de génération technocratique...).

Le fait est que la lecture de Southam devient proprement passionnante quand il analyse systématiquement le discours sur les politiques sociales, et qu'il montre avec éclat et de façon tout à fait convainquante comment tous les intervenants ont un discours du social impliquant des réformes profondes, mais que ce discours doit être analysé dans le cadre général des politiques de développement économique et social de la nation. Cette analyse impose, à mon sens, une réorientation majeure de nos travaux sur le "social" québécois, et une étude en profondeur des bases profondes du discours corporatiste, notamment. C'est à ces conditions que l'on pourra comprendre enfin que les conditions qui sous-tendent la capacité de durée d'un Duplessis ont peut-être très peu à voir avec

le conservatisme tel que généralement défini, ou même avec la capacité de donner le change entre le conservatisme du discours et le libéralisme des actes. Que finalement l'arrivée de l'État-providence au Québec est aussi la mise en place d'une forme ambiguë et contradictoire de dépendance et de domination qui dépasse ou transcende le conflit de classe.

Ce sont du moins quelques-unes des questions stimulantes posées par la lecture de la thèse de Southam, en attendant qu'une meilleure diffusion (publication?) permette d'ouvrir le débat.

---

**LES POLITIQUES DES FINANCES: UNE  
ANALYSE COMPARATIVE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO  
DE 1867 À 1896**

*par Jack Jedwab\*  
Chargé de cours  
à l'UQAM et McGill*

Cette thèse que j'ai rédigée met en contraste l'évolution financière des provinces du Québec et de l'Ontario de la Confédération à 1896. Traditionnellement, les études qui examinaient le rôle du gouvernement des deux provinces limitaient leur attention aux modèles des dépenses afin d'arriver aux conclusions quant aux niveaux d'activités étatiques.

L'évolution financière des provinces eut un impact important sur l'interprétation des arrangements confédéraux. Les prévisions présentées par les architectes de la Confédération à l'origine relativement aux conditions futures financières favorables se révélèrent particulièrement erronées pour le Québec. Il en résultat une hausse du degré de conflit fédéral-provincial, particulièrement en ce qui a trait à la juridiction sur certains revenus qui étaient source de controverses entre les deux niveaux de gouvernement. Dans le cas des difficultés financières croissantes du Québec, de 1875 à 1895, le gouvernement fédéral n'offrit aucun remède fiscal permanent. C'était un facteur majeur dans

les tensions fédérales-provinciales au cours de cette période.

Durant la première décennie de la Confédération, l'Ontario atteignit un niveau fiscal relativement confortable et s'avéra capable de développer un avantage fiscal significatif sur sa voisine de l'Est. Ce fut en partie le résultat de ses actifs ayant été reportés sous les arrangements de la Confédération. Mais il y eut, toutefois, d'autres facteurs plus importants qui ont contribué au gouffre fiscal entre le Québec et l'Ontario, surtout les revenus beaucoup plus grands récoltés par cette dernière avant la récession qui apparut au milieu des années 1870. Lorsque cette chute économique se produisit, l'Ontario se retrouva de manière significative mieux préparée afin de maintenir sa sécurité financière alors que la situation financière déjà fragile du Québec continuait à se détériorer durant les dernières années de ce siècle. Le Québec fut obligé d'avoir recours à la taxation directe plus d'une décennie avant l'Ontario. Malgré cela, l'Ontario était en mesure de dépenser des sommes considérablement plus élevées que le Québec sur sa mission sociale alors que cette dernière se concentrait sur une plus grande échelle sur les dépenses ferroviaires et le coût des services gouvernementaux de base.

Les administrateurs de l'Ontario de la période post-Confédération avaient peu de sympathie pour le dilemme fiscal du Québec. De plus, sous le premier ministre libéral Oliver Mowat, le gouvernement était inquiet quant à la possibilité que le Québec propose des ajustements à la fédération qui se produiraient aux frais de la population ontarienne. Néanmoins, les deux provinces se découvrirent un terrain commun quant au besoin d'une forme quelconque d'autonomie dans la mesure où l'usurpation sur les autorités était concernée.

La ligne de démarcation entre les arrangements financiers temporaires et permanents est une des questions les plus importantes qu'aient confrontées les gouvernements provinciaux. Le gouvernement du Québec s'est mal préparé à faire face aux imprévus économiques dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, en conservant une ample marge de sécurité.

L'expérience financière du Québec et de l'Ontario au cours de la période 1867 à 1896 avait des ramifications sérieuses sur plusieurs des

---

\* NDLR: Docteur en histoire du Québec, Jack Jedwab dirige depuis quatre ans le comité sur les relations communautaires du Congrès juif canadien (section du Québec) qui veut établir des relations harmonieuses entre la communauté juive et les autres communautés du Québec.